

**Cérémonie de signature du Traité de Lisbonne**  
**Discours du président du Conseil européen**  
**José Sócrates**  
**Lisbonne, le 13 décembre 2007**

Messieurs les chefs d'Etat

Messieurs les chefs de gouvernement, chers collègues

Monsieur le président du Parlement européen

Monsieur le président de la Commission européenne

Messieurs les ministres des Affaires étrangères

Monsieur le président de l'Assemblée de la République

Chers collègues du gouvernement et cher Luís Amado, ministre  
d'Etat et des Affaires étrangères

Monsieur le maire de Lisbonne

Distingués invités

Aujourd'hui nous signons le Traité de Lisbonne. Et l'idée qui nous anime au cours de cette cérémonie de signature est simple : faire avancer le projet européen. Un projet qui a toujours été généreux quant à ses propos et ambitieux quant à ses objectifs. Un projet qui a fait ses preuves au service de la paix, du développement et de l'affirmation des valeurs que nous partageons.

C'est ce projet de construction européenne dont maintes générations ont rêvé et d'autres, avant nous, ont érigé, avec un sens et une vision de futur. Or c'est ce projet que nous voulons aujourd'hui porter plus loin, renforcer et développer. Et c'est cela que les peuples de l'Europe, que nous représentons ici, attendent de nous.

Il nous faut aujourd'hui une Union plus forte. Plus forte pour répondre aux désirs ardents des citoyens européens, pour promouvoir l'économie européenne et pour défendre les valeurs européennes. Mais une Europe plus ambitieuse est aussi la plus importante contribution que nous puissions apporter à un monde meilleur.

Il se peut que l'Histoire n'évoque pas les mots qui seront prononcés en cette enceinte au cours de cette cérémonie. Pourtant j'ai une conviction : ce que nous faisons en ce moment même est d'ores et déjà inscrit dans l'Histoire. L'Histoire remémorera cette date comme étant le jour où se sont ouverts de nouveaux chemins d'espoir à l'idéal européen.

Avec le Traité de Lisbonne, l'Europe a enfin raison de l'impasse politique et institutionnelle qui a limité sa capacité d'action ces dernières années. Transposer cette impasse a commencé lorsque, face aux doutes et aux incertitudes, le trio des présidences –

allemande, portugaise et slovène – a assumé qu’il était prioritaire d’élaborer un nouveau traité.

De même, il est entièrement juste de reconnaître que ce processus a pu être couronné de succès car il a compté, au bon moment, sur l’engagement de la chancelière Angela Merkel, qui a su obtenir un mandat sans lequel il n’aurait pas été possible de parcourir ce chemin.

Tout au long de ce processus, nous avons compté sur la Commission européenne. Je tiens à remercier le président de la Commission, José Manuel Durão Barroso, de toute l’aide donnée à la présidence portugaise pour parachever ce Traité.

Je remercie, aussi, le président du Parlement européen, Hans-Gert Pöttering et les groupes parlementaires de l’appui qu’ils nous ont toujours apporté pendant les dures tractations qui ont précédé cet accord.

Mais ce qui a véritablement fait aboutir au résultat du sommet de Lisbonne, ce qui nous a réellement amené jusqu’au traité que nous signons ici aujourd’hui, c’est la volonté politique des leaders européens et la confiance qu’ils ont toujours manifesté vis-à-vis du développement du projet européen.

Le Traité de Lisbonne relève un défi central. Le défi de la citoyenneté européenne. Hier, à Strasbourg, le Conseil, la Commission et le Parlement ont proclamé la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Ce Traité de Lisbonne reconnaît à cette Charte sa pleine valeur juridique. Y est réaffirmé notre engagement aux valeurs inhérentes à l'identité du projet européen ; la légalité démocratique, le respect des droits fondamentaux, les libertés communautaires, l'égalité des chances, la solidarité, l'accès à la justice, le respect à l'égard du pluralisme et de la diversité de nos sociétés. Ce sont là les valeurs de l'Europe. Ce sont ces valeurs qui ont inspiré les pères fondateurs du projet européen et que nous réaffirmons ici aujourd'hui avec orgueil.

Le projet européen est un projet fondé sur l'égalité entre les Etats, sur le respect mutuel, sur l'étroite coopération et sur la tolérance. Le projet européen n'efface ni n'amoindrit les identités nationales, pas plus que les intérêts spécifiques des Etats, à l'inverse puisqu'il fournit un cadre de régulation multilatérale au bénéfice de l'ensemble et de chacune des parties qui y participent. C'est pourquoi le projet de l'Union politique et économique de l'Europe continue à être une source d'inspiration pour d'autres continents et un terme de référence pour un monde en quête d'institutions, de principes et de règles passibles de contribuer à une régulation à l'échelle mondiale.

Mais ce traité répond encore au défi visant à améliorer l'efficacité du processus décisionnel. Au fil de ces cinquante années, nous avons toujours su que le projet européen se légitime en fonction des résultats. Et ce n'est qu'en comptant sur une Europe capable de décider, que l'Europe sera capable d'obtenir des résultats. Dans un monde en mutation rapide, dans une économie globale de plus en plus exigeante, il est absolument impérieux et urgent d'adopter les réformes institutionnelles qui permettent à l'Europe de répondre aux défis auxquels elle est confrontée.

L'Europe entend être une économie ouverte ; qui relève le défi de la compétitivité globale, qui mise sur la qualification des Européens, sur la recherche et sur l'innovation, qui mise sur une croissance économique, motrice pour l'emploi et bienveillante à l'égard de l'environnement, et qui mise sur une politique énergétique plus efficace et mieux à même de lutter contre les changements climatiques.

Dans tous ces domaines, le Traité de Lisbonne assouplit les procédures de décision, il accroît le nombre de décisions prises à la majorité qualifiée, il étend les conditions de participation démocratiques du Parlement européen, il renforce le rôle de nos parlements nationaux et il sauvegarde la place centrale de la Commission européenne et du système judiciaire européen.

Mais le Traité de Lisbonne établit, aussi, une nouvelle architecture institutionnelle : le nouveau président permanent du Conseil européen ; le Haut représentant pour la politique étrangère et de défense ; la nouvelle composition de la Commission et le renforcement de sa légitimité démocratique ; la nouvelle méthode de pondération des voix au Conseil. Ces changements représentent un nouvel équilibre entre les Etats et dotent les institutions d'un meilleur fonctionnement, en garantissant à l'Europe de nouvelles conditions pour qu'elle puisse affirmer sa voix, son économie et ses valeurs.

Le Traité de Lisbonne recueille tout ce que le projet européen a de meilleur en termes de tradition et de patrimoine, mais il ne s'agit pas d'un traité du passé, c'est un traité de futur. Il s'agit d'un traité pour la construction d'une Europe plus moderne, plus efficace et plus démocratique.

Mesdames et messieurs

Pour nous Portugais, cette cérémonie signifie un retour aux *Jerónimos*. C'est ici même qu'en 1985 le Portugal signait le Traité d'adhésion au projet européen. C'est ici que le Portugal est devenu membre de la famille européenne.

J'aimerais que vous sachiez que c'est un honneur pour mon pays que ce même lieu abrite la signature d'un nouveau traité pour l'avenir de l'Europe. Et l'honneur est d'autant plus grand du fait que ce traité prenne le nom de Lisbonne, la ville où les 27 Etats membres ont scellé leur accord.

De tous temps, Lisbonne a été une ville d'ouverture et de rencontre. L'histoire de Lisbonne est aussi l'histoire des découvertes, ce monument en est l'évocation. Avec le Traité de Lisbonne, cette ville restera également liée à l'histoire de la construction européenne.

Ce traité n'est pas la fin de l'histoire, cela est certain. Il y aura toujours de nouvelles pages d'histoire à écrire. Cependant, ce traité constitue un moment nouveau de l'aventure européenne et du futur de l'Europe. Et nous envisageons ce futur avec la même âme de toujours : sûrs de nos valeurs, confiants de notre projet, confortés dans notre Union.

Merci beaucoup.